

La fièvre qui fait monter la température aux Antilles va-t-elle gagner la Réunion ? Un front uni, déjà constitué de 13 syndicats, associations et partis politiques, a mis en chantier une plate-forme revendicative et doit, également, déterminer le type et le calendrier d'actions organisées. Prochain rendez-vous demain soir.

Tous ansamb, ti pa ti pa



La collectif rassemble déjà 13 syndicats, partis et associations. La porte reste ouverte. (Photo David Chane)

Après quatre semaines d'un conflit dur en Guadeloupe, désormais étendu à la Martinique, la Réunion semble disposée à emboîter le pas. Mais pas à marche forcée. Un mouvement réunissant treize organisations syndicales, partis politiques et associations de défense des plus défavorisés s'est constitué, bien déterminé à faire valoir, sous des formes et selon un calendrier à définir, les revendications sociales et économiques de la population réunionnaise.

Tandis que la FSU (Christian Picard) en appelle à la solidarité, le tout neuf NPAR (Philippe Azéma), préconise « une mobilisation d'ampleur et un rapport de forces parce que nous ne croyons plus à la négociation ». « Cette crise va durer, qui frappe une économie déjà fragile dans le Dom, analyse Elie Hoarau (PCR). 52 % de la population vit déjà en dessous du seuil de pauvreté. I risque de trouver à zot encore plus nombreux. Ce collectif est la première expression d'une volonté solidaire. La bataille va être longue. Il faut exiger des solutions immédiates, mais aussi sur le long terme. »

« Il faut abandonner ce bouclier fiscal qui coûte 15 milliards d'euros aux Français, revendique Jean-Paul Panechou, porte-parole du parti de gauche. Il doit être remplacé par un bouclier social. » Le parti créé par Jean-Luc Mélenchon

demande également une augmentation immédiate de 10 % du Smic et la revalorisation des minima sociaux.

Situation tendue

Le secrétaire général de la CGTR, Yvan Hoarau, se réjouit de ce regroupement des forces revendicatrices. « C'est l'illustration du sentiment que la crise est grave. Les salariés, zot lé pa responsab ; zot i veu pa être ceux qui payent. Quand on voit Nicolas Sarkozy, droit dans ses bottes, comme Juppé en 95, il y a un décalage. Ce qui se passe à la Guadeloupe, c'est la même problématique à la Réunion. Si l'on n'y prend pas garde, ce sont les laissés-pour-compte qui paieront. On voit bien à notre permanence que la situation est tendue, que la rupture amiable fait florès. Cette tension sociale est telle

qu'il ne faut pas laisser n'importe qui, faire n'importe quoi. Personne ne pourra faire cavalier seul. »

La CFDT, par la voix de Jean-Pierre Rivière, ne manque pas de rappeler que « cela fait plusieurs années que nous tirons la sonnette d'alarme ». « Il est nécessaire d'identifier clairement leurs revendications. » Paul Junot (CFTC) se prononce pour « une meilleure répartition des richesses », tandis que Jean-Yves Payet (Lutte ouvrière) voit dans la crise « le seul vaccin que le système capitaliste a trouvé pour se réguler. »

Solidarité aussi du côté de la LDH, peu habituée à s'associer aux luttes sociales.

Jean-Hugues Ratenon (Agir pou nou tout) estime qu'il faut « aujourd'hui, accélérer la bataille ». « C'est une chance pour la Réunion, face aux profiteurs, notamment de la grande distribution et des carburants. Tous les jours nous voyons des gens

qui ne mangent pas à leur faim. Ceux-là se cachent, ils ne montrent pas leur misère au grand jour. Mais, croyez-moi, ils sont de plus en plus nombreux. »

Jean-Pierre Técher (Agir contre le chômage) refuse que « les plus pauvres soient les boucs émissaires ». « Et le gouvernement continue de favoriser les responsables de cette crise ; il est le défenseur du pouvoir de l'argent et du Medef. »

« Fiers des Antillais »

Au sein de ce collectif, le consensus se fait donc sur le constat. Il convient maintenant que les treize « fondateurs » se mettent d'accord sur une plate-forme de revendications, judicieusement partagée entre celles considérées comme communes à l'outre-mer, déjà

défendues à Pointe-à-Pître, et les exigences spécifiques à la Réunion.

On est donc encore loin d'un défilé, ou d'une grève générale. « Une unité de lutte, ça ne se décrète pas. Une grève générale, ça ne s'improvise pas, souligne Eric Soret. Réunir autant d'organisations sur un programme, ça prend du temps. »

Le groupe des 13 réfute tout suivisme sur le mouvement né aux Antilles. « C'est de la solidarité que nous manifestons avec les Antilles. Nous sommes dans la simultanéité d'un mouvement global dans l'ensemble de l'outre-mer. » Et Elie Hoarau fixe un rendez-vous lors du débat, au parlement, de la loi-programme pour l'outre-mer. « Ce sera l'occasion de faire entendre la voix forte de la Réunion. »

Après l'élaboration consensuelle d'une plate-forme revendicative, viendra le temps de l'action. La fixation des modalités (grève, manifestations, rassemblements ?) et le calendrier du passage aux actes viendront ensuite.

Dans cette attente, « on est fiers, on est contents ce de que font nos frères et nos sœurs domiens », lance un membre du collectif.

Jean-Noël FORTIER

COMMENTAIRE

Minorité de blocage

Un homme d'affaires avisé vous dira qu'il ne faut jamais s'associer au capital d'une société sans s'y assurer la minorité de blocage. C'est une garantie d'influence incontournable sur la stratégie à venir, une maîtrise des orientations à prendre et la certitude d'une meilleure lisibilité sur les résultats attendus.

Le PCR a aussi ses hommes d'affaires, qui a fait monter ses porteurs d'actions au front ouvert hier, une unité apparente afin de faire valoir les revendications sociales de la Réunion. Elie Hoarau a été missionné pour peser de tout son poids politique sur un mouvement qui vient tardivement - prendre, en marche, le (tram ?) train antillais.

Le PCR aura ainsi toute latitude pour façonner la contestation selon ses moules, orchestrer la protestation selon sa partition et manœuvrer le mouvement selon les ordres de l'amiral.

A la fête de la Région depuis 11 ans, skipper du Département (où le premier vice-président déchu devient directeur de cabinet de la présidente), à la tête de cinq communes et demie,

énamouré de Sarkozy et soupirant du Medef-Réunion, le PCR ne peut ni se permettre, ni permettre un désordre réunionnais aussi rentissant que ceux de Pointe-à-Pître et de Fort-de-France.

Même que le paquet que la députée-maire de Saint-Paul, Huguette Bello, a donné à Yves Jégo, hier au Palais-Bourbon, jurait singulièrement avec la tiédeur du PCR vis-à-vis du mouvement guadeloupéen, déjà vieux d'un mois. C'était là une illustration supplémentaire de la distance idéologique qui sépare l'élue de l'Ouest du parti de son cœur.

Qu'on se rassure ! Le collectif des treize n'a prononcé aucun mot sale : on n'a parlé ni de barrages, ni de grève générale, ni d'insurrection, ni de fermeture forcée d'hypermarchés, ni d'occupation de dépôt de carburants.

Comme si le PCR avait déjà fixé les limites admissibles de la révolte. Allez : 3 000 personnes un jeudi matin, entre le jardin de l'Etat et la préfecture, ce sera un succès.

Un infime minorité de blocages, on vous dit. J.-M. F.

GROS PLAN

LE GROUPE DES 13. Treize syndicats, partis politiques et associations de militantisme social ont intégré le mouvement unifié qui s'est constitué dernièrement : CGTR, CFDT, CFTC, FSU, UNSA, PCR, PS, LO, Parti de Gauche, NPAR (Nouveau parti anticapitaliste Réunion), Agir pou nou tout, Agir contre le chômage, LDH (Ligue des droits de l'Homme). La porte reste ouverte à toute autre organisation qui souhaiterait rallier ce front uni.